



International Chamber of Commerce

The world business organization

Environment and Energy Commission

www.iccwbo.org/policy/environment

La négociation sur le changement climatique et les grands enjeux de Copenhague

Laurent Corbier

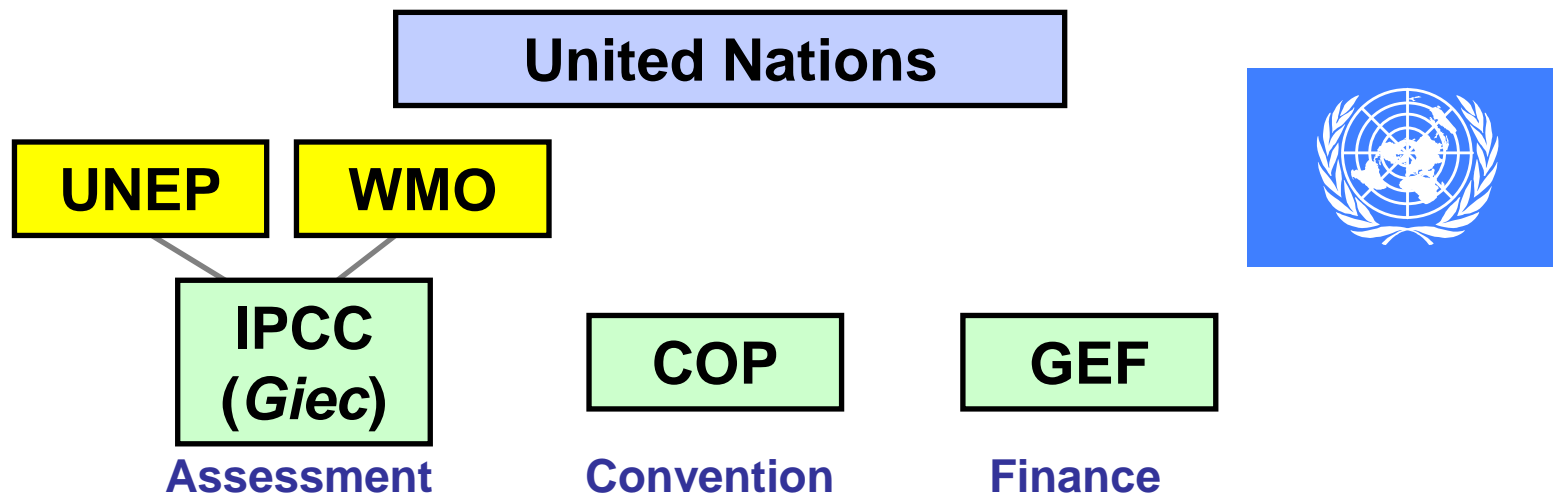
Président de la Commission Environnement et Energie
International Chamber of Commerce (ICC)

Entretiens de la Sorbonne, 18 novembre 2009

Ne pas diffuser



Changement climatique: le processus international



- Scientific, technical & socio-economic assessment
 - IPCC: Intergovernmental Panel on Climate Change (1988...)
- Framework Convention on Climate Change (FCCC)
 - CoP: Conference of Parties: (1995...)
 - moP: meeting of Parties to the Kyoto Protocol
- Financial mechanism for environmental conventions (established by developed countries)
 - GEF: Global Environment Facility (1991...)

COP is the supreme body of UNFCCC



International Chamber of Commerce

The world business organization

Environment and Energy Commission

www.iccwbo.org/policy/environment

La “route” de Copenhague: le calendrier 2009 des négociations (CCNUCC/UNFCCC)

Une densité et une accélération sans précédents...

- Bonn: 29 mars - 8 avril
- Bonn: 1-12 juin
- Bonn : 10-14 août (consultations informelles)
- Bangkok: 28 septembre - 9 octobre
- Barcelone: 2- 6 novembre
- Copenhague (COP 15) : 7-18 décembre



La “route de Copenhague”: le contenu des négociations

Deux « voies » de négociation, distinctes, parallèles, mais en principe convergentes....,

Copenhague doit être l’aboutissement du “plan d’actions de Bali” (déc.2007):

1. le AWG-KP, ou “Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto”;
 - engagements futurs (post 2012) des pays industrialisés (niveau cible discuté: de -25 à - 40% en 2020 vs 1990);



International Chamber of Commerce

The world business organization

Environment and Energy Commission

www.iccwbo.org/policy/environment

2. le AWG-LCA, ou “Dialogue de la Convention (groupe de travail sur la coopération à long terme- incluant les US)” : *rechercher des voies de coopération pour réduire les émissions de GES et atténuer les effets de l’évolution du climat.*

- se mettre d’accord sur une vision à long terme (= les cibles 2020 et 2050),
- définir des actions renforcées des pays développés, et des actions mesurables, communicables et vérifiables des pays en développement,
- définir des mesures d’adaptation; de développement et de transfert de technologies; de mobilisation de l’investissement et de la finance; de développement des capacités;



La “route de Copenhague »: où en est-on aujourd’hui?

- les diverses réunions de Bonn (siège de l’UNFCCC) n’ont pas permis de grands progrès et ont surtout conduit à l’ “empilement” de propositions de textes des pays...
- la quinzaine de Bangkok – juste après les réunions UN et G20 de septembre - n’a pas constitué l’étape décisive pré-Copenhague que tout le monde attendait...;
- l’étape de Barcelone (il a quinze jours) a certes permis quelques avancées utiles, mais a surtout permis de mesurer le chemin qui reste à parcourir avant que l’on puisse envisager un accord à Copenhague...

Conséquence: la pression politique s’intensifie: préparation «officieuse» de projets de texte d’accord dits de « back pocket »....



Le processus de Copenhague: ce qu'en dit le Secrétaire Exécutif de l'UNFCCC (Yvo de Boer)

- 4 engagements politiques essentiels:
 - ambition et clarté sur les engagements de réduction des émissions des pays industrialisés à l'horizon 2020;
 - clarté sur ce que les pays en voie de développement vont faire pour limiter l'augmentation de leurs émissions;
 - le niveau du soutien financier et technologique apporté à ces pays (y compris pour l'adaptation);
 - une gouvernance équitable pour organiser et administrer ce soutien.

- selon Yvo de Boer, le facteur temps ne permet plus d'envisager un traité («*legally binding*») en décembre, mais plutôt un accord politique, assorti d'annexes « opérationnelles » permettant de lancer des actions concrètes et immédiates;

- et l'engagement collectif de conclure un traité dans l'année 2010.



Le processus de Copenhague: qui en sont les acteurs (directs ou indirects)?

- les pays (délégations), dans le cadre UNFCCC;
- le pays-hôte: la ministre de l'Environnement du Danemark devient la "COP Minister";
- les "blocs de pays": l'UE (et la Suède qui en assure la Présidence...), le G77 + Chine,
- USA et Chine: intenses discussions bilatérales...,
- le G8 et surtout le G20 ,
- le MEF (« Major Economies Forum », 17 pays les plus émetteurs),
- le SG des Nations Unies (campagne "seal the deal"; réunion spéciale des Chefs d'Etat le 22/09,...);

Sans oublier les opinions publiques, les ONGs et quelques « gourous » qui mettent de la pression sur les sphères politique et onusienne .



Quelle place pour le monde des affaires, et quels enjeux ?(1/3)

- importance des actions nationales, régionales (accès aux délégations, etc...),
- UNFCCC: les entreprises sont représentées via un certain nombre d'organisations accréditées (ICC ou WBCSD par exemple),
- UNFCCC: un statut très « limitant » d'observateur, mais...
 - nombreuses possibilités d'interaction avec les délégations nationales et les instances officielles (par ex. l' EGTT);
 - opportunités d'expression en plénières ("*Business and Industry statements*"),
 - nombreux "side events" (et le **Copenhagen Business Day** (ICC/WBCSD) le 11 décembre);



Quelle place pour le monde des affaires, et quels enjeux? (2/3)

Clarté et « prédictabilité » des « règles du jeu » constituent la base de la demande du monde des affaires.

- Pour les entreprises, les grands enjeux (et donc les sujets sur lesquels elles font part de leurs positions) concernent principalement:
 - les transferts de technologie, leur financement, et la protection de la propriété intellectuelle (notamment le risque de “compulsory licensing” ...),
 - le fonctionnement et la pérennité du marché international du carbone;
 - les mécanismes de flexibilité (MDP...), existants ou nouveaux,
 - le rôle, la définition, et le fonctionnement des approches sectorielles;

- nécessité d’être très vigilants dans la phase actuelle d’élaboration de projets de textes...(par exemple ceux issus de Barcelone sur la technologie);



International Chamber of Commerce

The world business organization

Environment and Energy Commission

www.iccwbo.org/policy/environment

Quelle place pour le monde des affaires, et quels enjeux? (3/3)

- L'autre grand volet de vigilance est lié à ce que l'on appelle le « post-Copenhague »:
 - période d'affinage et de traduction concrète des grands principes agréés à Copenhague, ...« le diable est dans les détails! ».
 - consolidation dans un traité international ...

- Cette phase serait concentrée sur 2010; le rôle et l'implication des milieux d'affaires font l'objet de discussions (« *Business is part of the solution* »), mais rien n'est encore acté précisément dans le processus onusien.



Ma propre analyse des chances de parvenir à un accord à Copenhague...

- les gouvernements ne « délivrent » le plus souvent que sous la pression...
- les hôtes danois tiennent à « marquer l'histoire »...
- la nouvelle donne politique aux USA,
- le rôle moteur de l'UE,
- certains pays émergents acceptent de « s'engager »,
- les attentes de la société civile (opinions publiques);



...Mais...

- la réalisation (poussive) de Kyoto et les négociations pour l'après Kyoto ont révélé une fracture et une « défiance » Nord-Sud sans précédents (cf l'affaire « *don't kill Kyoto !* »...);
- des engagements précis?
 - les USA peuvent-ils venir à Copenhague avec des engagements ?
 - les autres pays industrialisés sont-ils prêts à inscrire des objectifs « ambitieux et engageants » pour 2020?
 - le montant de l'aide financière, dans le contexte économique actuel?

...A défaut, il faut s'attendre à une réaction très vive des pays émergents (cf. le « walk out » des pays africains à Barcelone) !



International Chamber of Commerce
The world business organization

Environment and Energy Commission

www.iccwbo.org/policy/environment

A suivre donc...

Merci de votre attention

(laurent.corbier@areva.com)